



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

fruits et légumes

Question au Gouvernement n° 3345

Texte de la question

## CRISE DU CONCOMBRE

M. le président. La parole est à M. Daniel Mach, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Daniel Mach. Ma question s'adresse à M. Bruno Le Maire, ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire. J'y associe, si vous le permettez, Serge Poignant, président de la commission des affaires économiques, et l'ensemble des parlementaires des Pyrénées-Orientales. Elle porte sur la crise que subissent de plein fouet les maraîchers français et, plus spécifiquement, les producteurs de concombres.

La semaine dernière, le gouvernement allemand a procédé à des annonces alarmantes au sujet d'une bactérie détectée sur le concombre espagnol. Depuis, les agriculteurs européens et, en particulier, français se trouvent confrontés à une terrible mévente de leur production. La réaction des consommateurs a, en effet, été immédiate et la vente de concombres a baissé de 90 % et celle des crudités - et des légumes en général - de 40 %.

Ces déclarations, lâchées dans la précipitation et sans aucune certitude, sous couvert du principe de précaution, enfoncent notre agriculture, déjà très fragile, dans une nouvelle crise. Elles ont été relayées sans qu'aucun contrôle de leur véracité ne soit effectué.

Ces annonces désordonnées continuent aujourd'hui et, même si le concombre n'est plus accusé d'être porteur de la bactérie tueuse E. coli, le mal est fait. Les conséquences ont été dévastatrices pour nos producteurs français, et les réunions de crise se multiplient.

Ce sont des millions d'euros qui se sont évaporés des recettes de nos producteurs. La région Languedoc-Roussillon est la première productrice de concombres en France. Pour les Pyrénées-Orientales, la perte est chiffrée à 250 000 euros par jour.

Au-delà des responsabilités que chacun doit assumer, nos agriculteurs ont besoin d'un soutien très efficace pour passer ce cap. Une compensation des pertes leur serait évidemment précieuse, mais je sais, pour les avoir rencontrés, qu'ils souhaitent qu'une campagne publicitaire, relayée par votre ministère, rassure les consommateurs, afin de les inciter à soutenir l'agriculture française.

Face aux profondes et légitimes inquiétudes de nos producteurs, qui ne sont en rien responsables de la situation qu'ils subissent, quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour soutenir cette filière ?

*(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. François Baroin, ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.

M. François Baroin, *ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.* Monsieur le député, je vous prie de bien vouloir excuser M. Bruno Le Maire qui représente actuellement le gouvernement français au conseil extraordinaire des ministres européens réuni à Bruxelles pour examiner, précisément, la crise qui frappe le secteur des fruits et légumes.

La situation sanitaire est extrêmement grave en Allemagne, et l'ensemble des pays européens y porte, bien évidemment, une attention soutenue.

Il y a trois priorités dans l'urgence : apporter les soins nécessaires aux malades, trouver l'origine de l'épidémie et aider l'Allemagne dans la recherche de la source et de l'origine du développement de cette bactérie.

Un grave dysfonctionnement des dispositifs de sécurité sanitaire sur les aliments en Europe a entraîné une

perte de confiance très brutale du consommateur. Vous en avez évoqué les conséquences : 95 % des volumes de concombres en France ne trouvent pas preneurs aujourd'hui. Pour l'heure, ils sont stockés et devront, si la situation ne se débloque pas, être purement et simplement détruits. À cela s'ajoute l'embargo sur les légumes européens annoncé par la Russie.

Nos producteurs ne sont pas responsables de cette situation, mais elle a pour eux des conséquences dramatiques : la perte de millions d'euros.

Bruno Le Maire s'est entretenu hier avec le commissaire européen chargé de l'agriculture. C'est l'enjeu du conseil extraordinaire qui se tient en ce moment.

Le ministère de l'agriculture travaille avec les opérateurs concernés à la mise en place, dans les tout prochains jours, d'une campagne de communication nationale, ce que vous souhaitez et ce qui va dans la bonne direction. Mais il faudra aussi tirer tous les enseignements de cette crise, afin d'améliorer le système de sécurité sanitaire dans le périmètre européen. Il faudra certainement améliorer l'efficacité de la détection des enquêtes sur l'origine des contaminations, vérifier la procédure de circulation de l'information au sein des États membres, renforcer la coopération entre eux et s'assurer d'une plus grande cohérence entre les différents dispositifs de contrôle. Il faudra également veiller à assurer la traçabilité, puisqu'il s'agit d'alimentation animale ou végétale. Là aussi, nous devons tirer les leçons de cette crise. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Daniel Mach](#)

**Circonscription :** Pyrénées-Orientales (1<sup>re</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3345

**Rubrique :** Agriculture

**Ministère interrogé :** Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État

**Ministère attributaire :** Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 8 juin 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 8 juin 2011